



**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
*Liberté - Egalité - Fraternité*

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**N° 2017 – 88**

*Séance du 16 novembre 2017*

Président de séance : <b>MEISSONNIER Jean-Luc</b> Secrétaire de séance : <b>Thierry PERRIER</b>	Convocation : <b>09 novembre 2017</b>
Nombre de membres en exercice : <b>28</b>	Nombre de membres présents ou représentés : <b>26</b>

**Présents :** MEISSONNIER Jean-Luc – SOULIER Alain – PERRIER Thierry – BASSO Béatrice – GAUTIER Sandrine – KASZUBA Christophe – CONTENSEAU Carole – RIBEIRO David – SUAY Régine – MARTY Philippe – DESTAILLATS Aline – VANGREVELYNGHE Patricia – AMALVY Marie-Thérèse – RODENAS François – MAZOLLIER Elisabeth – JODAR Mélissa – DUCAMP Ludovic – DE LA CLERGERIE Jean-Luc – CORDEAU Damien – VIDAL Stéphane – FOUREL Sylvain – RAMORA Anna

**Pouvoirs :** MONIN Séverine pour BASSO Béatrice – DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc – MARTINEZ Mickaël pour Thierry PERRIER – ARMAND Aurélie pour RAMORA Anna

**Absents non excusés :** SIMAR Morgan – PEETERS Fabien

**N° 2017 – 88 : PROLONGATION DE LA DURÉE DE LA CONVENTION DU 30 MAI 1995 DE MISE A DISPOSITION D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER PAR LA COMMUNE DE BAILLARGUES AU PROFIT DU CCAS – BUDGET ANNEXE LES PINS BESSONS**

Monsieur Alain SOULIER, Adjoint au Maire délégué à la commande publique, au social et aux commémorations informe les membres de l'Assemblée délibérante que la Ville de Baillargues et le CCAS ont conclu en 1995 une convention qui prévoit que le bâtiment, les équipements matériels et mobiliers servant à l'exploitation de la Résidence pour personnes âgées « Les Pins Bessons » ainsi que le terrain sis 8 place du jeu de ballon sont mis à disposition du CCAS pour une durée de 23 ans.

Au terme de cette période, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les biens mis à disposition ainsi que le terrain deviendront la propriété du CCAS, sous la clause unique qu'il ne puisse aliéner sans avis explicite du Conseil Municipal.

La présente mise à disposition a été consentie moyennant le remboursement par le CCAS, via le budget annexe « Les Pins Bessons », des emprunts et des avances faites par la ville pour la construction du bâtiment et l'acquisition du matériel. Ces biens mis à disposition du CCAS pour l'exploitation de l'établissement « Les Pins Bessons » sont amortis sur son budget annexe.

Le projet de reconstruction de l'EHPAD est prévu depuis plusieurs années. En effet, le bâtiment actuel ne répond plus aux critères de confort et de fonctionnement d'un EHPAD moderne. Ne pouvant être réhabilité, il a été décidé de construire un nouvel établissement de même capacité dans le futur quartier aménagé dans le secteur dit des « Lignières ».

La livraison du nouvel établissement est prévue pour 2020.

Afin de ne pas modifier le fonctionnement actuel entre le CCAS et la Ville, il serait souhaitable de prolonger les effets de la convention de 1995 jusqu'au transfert effectif de l'EHPAD. A partir de cette date, la Ville reprendrait la jouissance de l'ensemble de l'actif qui a été affecté en faveur de l'EHPAD (terrain, construction, aménagements) ainsi que les dettes y afférentes. Il conviendra donc de dénoncer la convention de mise à disposition à ce moment-là.

**Considérant** que la convention de mise à disposition d'un ensemble immobilier par la commune au CCAS doit normalement prendre fin le 1<sup>er</sup> janvier 2018,

**Considérant** la nécessité et l'intérêt de prolonger les effets de l'actuelle convention jusqu'au transfert effectif de l'EHPAD,

**Considérant** que toutes les autres dispositions de ladite convention ne sont pas modifiées,

**Sous réserve** d'une délibération concordante du CCAS de la Ville de Baillargues,

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir accepter la prolongation de la convention jusqu'au transfert effectif de l'EHPAD par le biais d'un avenant qui a été joint à la note de synthèse.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur Alain SOULIER et après en avoir délibéré à l'unanimité, **ACCEPTE** la prolongation de la convention jusqu'au transfert effectif de l'EHPAD par le biais d'un avenant.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an ci-dessus,  
Pour extrait conforme, le 22 novembre 2017.

Le Maire,



Jean-Luc MEISSONNIER